
Existe-t-il un lien entre antisémitisme et immigration en Europe de l'Ouest aujourd'hui ?

Une étude sur cinq pays
Conclusions et recommandations

David Feldman

Ce projet de recherche a été commandité par Stiftung Erinnerung, Verantwortung und Zukunft (EVZ) basée à Berlin, et réalisé par Pears Institute for the study of Antisemitism, Birkbeck, University of London.

La série complète des rapports utilisés pour rédiger cette étude est disponible et téléchargeable aux adresses suivantes :

- Stiftung Erinnerung, Verantwortung und Zukunft (EVZ) : www.stiftung-evz.de
- Pears Institute for the study of Antisemitism : www.pearsinstitute.bbk.ac.uk.

Ce rapport est publié sous licence Creative Commons license (CC BY NC ND 3.0), permettant le partage, la copie et la distribution de la publication à des fins non-commerciales éducatives et d'action publique, sous réserve que tous les auteurs soient expressément cités.

Les opinions présentées dans cette publication n'engagent que leur auteur.

© David Feldman

April 2018

ISBN : 978-0-9928670-3-4

Publié par Stiftung Erinnerung, Verantwortung und Zukunft (EVZ) basée à Berlin, et par Pears Institute for the study of Antisemitism, University of London.

Stiftung EVZ
Friedrichstraße 200
10117 Berlin

www.stiftung-evz.de

Pears Institute for the study of Antisemitism
Birkbeck, University of London
School of Social Sciences, History and Philosophy
26 Russell Square
London WC1B 5DQ

www.pearsinstitute.bbk.ac.uk

Conception Soapbox www.soapbox.co.uk

Existe-t-il un lien entre antisémitisme et immigration en Europe de l'Ouest aujourd'hui ?

Une étude sur cinq pays
Conclusions et recommandations

David Feldman

Remerciements

Ce rapport est le fruit d'un travail collectif. Il n'aurait pas vu le jour sans l'expertise, la rigueur et l'enthousiasme des collègues auteurs des études nationales qui en forment le socle : Marco Martiniello et Muriel Sacco (Belgique), Nonna Mayer et Elodie Druetz (France), Stefanie Schüler-Springorum et Mathias Berek (Allemagne), Leo Lucassen et Annemarike Stremmelaar (Pays-Bas), et Ben Gidley, Jan Davison, Rachel Humphris et leisha James (Royaume-Uni). Le rapport, ainsi que les études nationales, doit aussi beaucoup au savoir-faire et au professionnalisme de notre relectrice, Elizabeth Stone. La contribution de Jan Davidson a été d'une importance cruciale, tant dans l'animation de l'ensemble du projet que dans la rédaction de ce rapport final.

Contenu

Sigles et Abréviations	4
Avant-propos	5
1 Introduction	7
2 Synopsis	8
3 Définitions et méthode	9
4 Dimensions de l'immigration MENA	10
5 Antisémitisme	12
Perceptions et sentiment d'insécurité dans la communauté juive	12
Expressions d'inquiétude liée aux migrants récents des pays MENA	13
6 Mesure de l'antisémitisme	17
Attitudes à l'égard des Juifs	17
Actes criminels et menaces	21
7 Prévalence de l'antisémitisme en fonction de l'appartenance sociale et politique	23
Les Musulmans et l'antisémitisme	23
Antisémitisme et extrême-droite	25
8 Minorité musulmanes	27
Musulmans : préjugés et situations défavorables	27
Attitudes et priorités des réfugiés de fraîche date	29
9 Conclusions	31
10 Recommandations	33
Notes	35
Annexes	37
L'équipe de recherche	37
Biographies	38

Sigles et Abréviations

ADL	Anti-Defamation League
BLEW	Stichting Bij Leven en Welzijn (Fondation pour la vie et le bien-être)
CNCDH	Commission nationale consultative des Droits de l'Homme
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
DILCRAH	Délégation interministérielle à la Lutte contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT
EVZ	Stiftung Erinnerung, Verantwortung und Zukunft (Fondation 'Mémoire, Responsabilité et Avenir')
FRA	Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne
ISIS	État islamique en Irak et dans le Cham
JPR	Institute for Jewish Policy Research
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
ONG	Organisation non-gouvernementale
NVA	Nieuwe Vlaamse Alliance (Alliance néo-flamande)
PVV	Partij voor de Vrijheid (Parti de la liberté)
SGP	Staatskundig Gereformeerde Partij (Reformed Political Party)
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
VNL	VoorNederland (Pour les Pays-Bas)

Avant-propos

Avis aux lecteurs,

L'antisémitisme est une réalité de notre quotidien qui met en péril la cohésion des sociétés démocratiques d'une manière très particulière. Il est établi que les tendances antisémites peuvent ouvrir la voie à l'hostilité envers d'autres groupes que les juifs.

Depuis sa création, la Stiftung Erinnerung, Verantwortung und Zukunft (EVZ) (Fondation 'Mémoire, responsabilité et avenir') s'est employée à offrir un espace de réflexion pour l'élaboration de stratégies de lutte contre les préjugés et la discrimination, un espace où donner toute son importance à l'expérience d'un débat démocratique reposant sur des valeurs, en Europe et dans le monde.

Avec l'intensification récente des flux de réfugiés, se pose la question de l'existence d'un lien entre la présence de ces réfugiés, provenant en particulier de pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA), et une recrudescence de tendances antisémites en Europe. Dans le cadre de cette réflexion, on évoque souvent le fait que les réfugiés qui arrivent dans nos pays ont grandi dans des pays où l'antisémitisme et l'hostilité envers Israël étaient profondément enracinés au sein de l'État et de la société, et que des sentiments, non seulement anti-occidentaux mais antisémites, prospèrent depuis des dizaines d'années dans toute la région MENA. Ce type d'idéologie se diffuse également via les médias sociaux et d'autres canaux de communication mondialisés auprès des migrants MENA établis de longue date en Europe.

Ces dernières années, des Juifs vivant en Europe centrale et en Europe de l'Ouest expriment eux aussi des inquiétudes : ils redoutent un regain de l'antisémitisme et craignent pour leur sécurité. Nous devons entendre ce malaise et le prendre au sérieux.

Un groupe de travail international animé par David Feldman, du Pears Institute for the study of Antisemitism, Birkbeck, University of London, s'est donc interrogé sur l'existence ou non d'une relation entre l'antisémitisme et la présence de réfugiés dans les sociétés européennes. Les travaux ont porté sur la Belgique, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

Ce rapport final fait la synthèse des études réalisées dans les cinq pays et présente des recommandations sur ce que pourraient faire les responsables politiques européens et la société civile pour s'engager plus fermement contre l'antisémitisme et les autres formes de préjugés raciaux comme l'islamophobie, et voir comment ces deux combats peuvent être soutenus. C'est précisément le but de ce projet initié par la Stiftung EVZ.

Il ressort de ce rapport que ni les données existantes ni les entretiens menés pour cette étude ne permettent de conclure à l'existence d'une corrélation significative entre la présence de migrants arrivés récemment des pays MENA et l'ampleur ou la nature de l'antisémitisme dans les sociétés d'Europe de l'Ouest. Ce phénomène vient d'abord de la population majoritaire, il n'est ni spécifique aux minorités, ni plus prévalent chez elles.

Il est intéressant de noter que ce n'est pas chez les réfugiés de fraîche date qu'il est le plus répandu, mais chez les descendants d'immigrés de deuxième ou de troisième génération. Cela illustre les difficultés que les sociétés européennes rencontrent pour intégrer ces minorités, un problème que la réflexion sur l'antisémitisme doit prendre en considération. Cette observation confirme les résultats d'autres rapports récents sur l'antisémitisme en Allemagne et au Royaume-Uni.

Nous espérons susciter un débat large et critique entre universitaires, responsables de l'action publique, politiques et acteurs de la société civile, tant au niveau national qu'au niveau européen. La Stiftung EVZ, qui participe également à l'élaboration de recommandations d'action contre l'antisémitisme et l'anti-tziganisme en Europe centrale et orientale, est désireuse de prendre part à cette réflexion.

Je tiens à remercier David Feldman pour son immense contribution à la réalisation et à la direction de ce projet transnational, ainsi que pour l'élaboration, en contribution avec Ben Gidley, du rapport sur le Royaume-Uni ; Marco Martiniello et Muriel Sacco pour le rapport sur la Belgique ; Nonna Mayer et Elodie Druez pour le rapport sur la France ; Stefanie Schüler-Springorum et Mathias Berek pour le rapport sur l'Allemagne ; Leo Lucassen et Annemarike Stremmelaar pour le rapport sur les Pays-Bas ; et bien-sûr, Jan Davison pour la gestion de l'ensemble du projet.

Votre participation aux débats et à la mise en œuvre des recommandations sera bienvenue.

Dr. Andreas Eberhardt

Président du Conseil d'administration

Stiftung Erinnerung, Verantwortung und Zukunft (EVZ)

1 Introduction

Depuis 2011, les migrants qui atteignent l'Europe depuis le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord occupent une place centrale et symbolique dans le débat sur les migrations. Ces dernières années ont été marquées par le Printemps arabe et ses répercussions, ainsi que par la crise liée à la protection des réfugiés en Europe.

Une idée tenace veut que les migrants nouvellement arrivés en Europe, et en particulier en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (les migrants MENA), soient porteurs de sentiments antisémites. Cette idée existe à divers degrés et sous des formes différentes selon les pays. En tout état de cause, l'association entre montée de l'antisémitisme et présence de migrants du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord est fréquemment faite en Europe et demande à être évaluée.

Ce rapport présente les observations et conclusions générales d'un ambitieux projet de recherche réalisé en 2016–2017 dans cinq pays d'Europe – Belgique, France, Allemagne, Pays-Bas et Royaume-Uni – portant sur l'existence (et si tel est le cas, la nature) d'une relation entre la croissance des flux migratoires en provenance de la région MENA et l'incidence de l'antisémitisme dans ces pays. Ce travail de recherche se fonde sur une revue des données quantitatives et qualitatives existantes et sur de nouvelles recherches qualitatives réalisées pour étudier les expériences et les opinions de différents acteurs. La synthèse des données recueillies dans les cinq pays nous a permis de faire ressortir des tendances communes et d'entreprendre un travail d'analyse comparative. Sur la base de notre travail de recherche, nous avons recommandé de nouvelles mesures d'action à prendre par les pouvoirs publics et les organisations de la société civile, et recensé les domaines dans lesquels il est urgent de produire plus de connaissances.¹

2 Synopsis

L'enjeu central du projet était de comprendre si l'immigration en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord depuis 2011 a une incidence sur les attitudes et les comportements antisémites en Europe occidentale.²

Ce bref rapport est une synthèse de cinq rapports nationaux distincts (sur la Belgique, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni) et présente des observations et recommandations ressortant de l'ensemble du projet.

Le rapport :

- Passe en revue les flux migratoires récents des pays MENA vers l'Europe de l'Ouest
- Fournit une vue générale de l'ampleur et des sources de l'antisémitisme en Europe de l'Ouest aujourd'hui
- Examine les attitudes des migrants MENA, ainsi que les peurs qu'ils peuvent parfois susciter
- Examine la validité de l'idée de plus en plus souvent exprimée selon laquelle l'afflux croissant de migrants des pays MENA en Europe de l'Ouest entraînerait un regain d'antisémitisme
- Formule des recommandations d'action à l'intention des gouvernements et des organisations de la société civile, et pointe les domaines dans lesquels il faut approfondir les recherches pour produire des connaissances et mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre.

3 Définitions et méthode

L'appellation « Europe de l'Ouest » fait référence ici à l'ensemble des cinq pays inclus dans cette étude, à savoir Belgique, France, Allemagne, Pays-Bas et Royaume-Uni.³

Le terme de « migrants MENA » renvoie aux immigrés du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Dans ce projet, nous reprenons les mêmes définitions que l'Organisation des Nations Unies et la Banque Mondiale pour l'ensemble MENA. Nous incluons en outre trois pays, l'Afghanistan, l'Érythrée et la Turquie en raison de leur place, tant dans les statistiques des migrants/réfugiés, que dans le débat public qui se tient actuellement dans certains pays d'Europe.

La liste complète des pays couverts dans cette étude est la suivante : Afghanistan, Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Égypte, Émirats Arabes Unis, Érythrée, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Sahara occidental, Syrie, Tunisie, Turquie, Yémen.

Les recherches qui forment la base de ce rapport intègrent un nombre important de données quantitatives produites par des organisations intergouvernementales, des gouvernements, des organisations et des agences non-gouvernementales (ONG) et des institutions de la société civile, nationales et internationales. L'examen et la synthèse de ces données par l'équipe de recherche a permis de dégager un tableau général de l'actualité récente des migrations, de la prévalence et des sources de l'antisémitisme, et des perceptions de l'antisémitisme par les Juifs. Il est apparu que ces données, bien qu'abondantes, contiennent très peu d'éléments spécifiques sur la relation qu'entretient l'antisémitisme avec les nouveaux migrants MENA.

Les données qualitatives sur l'antisémitisme lié aux réfugiés et migrants MENA proviennent de rapports produits par des administrations publiques et des organismes privés, de travaux universitaires, des médias grand-public, des réseaux sociaux et de l'Internet, et sont complétés par des éléments nouveaux produits par nos chercheurs. La collecte de nouvelles données empiriques a pris la forme d'entretiens avec un large éventail d'acteurs : ministères et agences publiques, sources policières, société civile – y compris des organisations des communautés juives et de réfugiés/migrants. Les données ont été collectées entre novembre 2016 et octobre 2017.

Sauf indication contraire, les éléments factuels qui sous-tendent ce rapport proviennent des études nationales que nous avons effectuées. Les notes de bas de page renvoient le plus souvent à des données supplémentaires qui ne proviennent pas des rapports nationaux.

4 Dimensions de l'immigration MENA

Avant de nous interroger sur l'existence et la nature d'une relation entre l'immigration en provenance des pays MENA et l'antisémitisme, il nous faut définir l'ampleur et les différentes dimensions de cette immigration.

L'Allemagne, la Belgique, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni sont tous des pays qui ont connu d'importants flux migratoires depuis la Deuxième guerre mondiale. En pourcentage de la population totale, la part de leur population née à l'étranger est à peu près équivalente. C'est en Allemagne qu'elle est la plus importante et en Belgique qu'elle est la plus faible (voir tableau 1).

Toutefois, au delà de ces expériences communes, les situations nationales diffèrent sur deux points. Premièrement, le rythme de l'évolution récente de l'immigration n'est pas uniforme. Depuis 2000, l'augmentation des flux de migrants a été proportionnellement beaucoup plus forte en Allemagne et au Royaume-Uni qu'en Belgique, aux Pays-Bas et en France (voir tableau 1).

Tableau 1 : Migrations internationales, 2000 et 2017⁴

Pays	2000		2017	
	Migrants internationaux (en milliers)	Pourcentage de la population totale	Migrants internationaux (en milliers)	Pourcentage de la population totale
Belgique	895,9	9	1 268,4	11
France	6 278,7	11	7 902,8	12
Allemagne	8 992,6	11	12 165,1	15
Pays-Bas	1 556,3	10	2 056,5	12
Royaume-Uni	4 730,2	8	8 841,7	13

Source : Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales⁵

Deuxièmement, dans les cinq pays étudiés, les flux migratoires MENA diffèrent tant par leur importance numérique que par leur composition. Les migrants forment une population hétérogène, composée à la fois de travailleurs migrants et de réfugiés. Parmi les pays accueillant de nombreux migrants MENA, seule l'Allemagne compte une importante population de réfugiés. Et même dans ce dernier pays, il existe, parallèlement à la présence de réfugiés, un nombre beaucoup plus important d'immigrés bien établis originaires de Turquie. Le trait commun entre les flux migratoires MENA vers ces cinq pays est de compter beaucoup plus de travailleurs migrants originaires d'Afrique du Nord et de Turquie que de réfugiés.

Chacun des cinq pays présente un profil différent.⁶

- En Belgique, les migrants MENA représentent 13 % de la population immigrée en 2017, les deux premiers pays d'origine étant le Maroc et la Turquie (respectivement 92 000 et 44 600 personnes). Parmi les demandeurs d'asile, une grande partie provient d'autres pays MENA : sur les 44 000 dossiers de demande soumis en 2015, la moitié l'ont été par des personnes en provenance

de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak. Globalement, la proportion de migrants MENA a fortement baissé depuis l'an 2000, époque où ils représentaient 20 % de la population immigrée.

- En France, les migrants MENA représentent aujourd'hui 41 % de la population immigrée, soit une augmentation sensible depuis 2000, où ils étaient 36 %. Cette augmentation s'explique en grande partie par l'immigration en provenance d'Algérie, du Maroc et de Tunisie. L'immigration venue d'Algérie est passée de 840 000 à 1,5 millions en 2017. L'augmentation du nombre total de réfugiés a également été beaucoup plus faible ces dernières années. Entre 2014 et 2015, les demandes du statut de réfugié ont augmenté de 26 %, passant de 59 335 à 74 468 dossiers. Toutefois, les origines de ces réfugiés ne correspondaient pas au schéma général attendu. Les plus nombreux venaient du Soudan, qui n'est pas un pays MENA, et on comptait presque autant de demandes de personnes venant du Bangladesh (3 071) et du Kosovo (3 130), que de Syrie (3 403).
- En Allemagne, les pays MENA ont représenté environ 20 % du total de l'immigration en 2017. L'immigration MENA a considérablement augmenté depuis 2011 : de 9 % de l'immigration nette cette année-là, elle est passée à 44 %. C'est l'immigration en provenance de Syrie qui a le plus fortement augmenté, atteignant 367 000 en 2015, suivie par celle en provenance d'Afghanistan (131 000) et d'Irak (136 000). Toutefois, la Turquie reste le premier pays MENA pour l'immigration en Allemagne, avec 1,7 millions d'entrées comptabilisées en 2017. Et malgré l'augmentation des migrations MENA, leur proportion dans l'immigration totale vers l'Allemagne est en diminution, en grande partie parce que l'Allemagne attire aussi beaucoup de citoyens du reste de l'UE.
- Aux Pays-Bas, les migrants MENA représentaient en 2017 environ 26 % de la population d'immigrés, les plus gros contingents venant de Turquie (204 000) et du Maroc (180 000). Depuis 2014, on a observé une forte augmentation de l'immigration en provenance d'Afghanistan, l'Iran, l'Irak et de Syrie, ces quatre pays totalisant une population de 182 000 personnes en 2017.
- Au Royaume-Uni, les pays MENA ne figurent pas dans la liste des 20 premiers pays de naissance des résidents nés à l'étranger et ne représentent que 7 % de la population immigrée. Malgré un nombre important de demandes d'asile émanant de ressortissants de certains pays MENA, les chiffres de l'immigration en provenance de ces pays restent en-deçà de ceux de l'Iran (4 792), du Pakistan (3 717), de l'Irak (3 651), de l'Afghanistan (3 094) et du Bangladesh (2 234).

5 Antisémitisme

Perceptions et sentiment d'insécurité dans la communauté juive

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les Juifs étaient encore la première minorité non-chrétienne d'Europe de l'Ouest, en dépit de la Shoah. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, la minorité musulmane étant devenue plus nombreuse.

La communauté juive n'a pas la même importance numérique dans les différents pays de l'enquête. C'est en France qu'elle est la plus nombreuse, où elle est estimée à 500 000 personnes. Elle se chiffre à 250 000 au Royaume-Uni, 100 000 en Allemagne, environ 40 à 50 000 au Pays-Bas et 30 à 35 000 en Belgique. Mais au total, les Juifs ne représentent qu'une faible part de la population dans ces cinq pays. En France, pays où réside la plus grande communauté juive en chiffres absolus et en proportion de la population totale, les Juifs ne représentent que 0,77 % des habitants. Le pays où l'on trouve la plus faible proportion de Juifs est l'Allemagne, où ils ne représentent que 0,13 % de la population totale.

Un grand nombre de Juifs et de représentants communautaires se disent inquiets des incidences de l'antisémitisme. Une enquête réalisée pour l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) révèle qu'une importante proportion de répondants juifs considère que l'antisémitisme constitue un « gros » ou « très gros » problème dans leur pays.⁷ L'enquête de la FRA ne couvre pas les Pays-Bas mais dans une autre étude, 50 % des Juifs néerlandais interrogés déclaraient éprouver un sentiment de vulnérabilité accrue depuis une dizaine d'années.

Les données collectées depuis 2012 confirment une prévalence du sentiment d'insécurité dans la communauté juive.

- Dans le cas de la France, une étude de 2016 concluait que 63 % des Français juifs estimaient qu'il y a « beaucoup » de racisme anti-juif en France et 47 % ne s'y sentaient plus en sécurité. Le nombre de Français juifs partant pour Israël est passé de 1 900 par an avant 2012 à 7 800 par an en 2015. Ce chiffre est retombé à 5 000 en 2016, mais représente tout de même plus du double des départs observés avant 2012, l'année de la tuerie à l'école juive Ozar-Hatorah.
- En Allemagne, une enquête publiée en 2017 a établi que 78 % des Allemands juifs se sentent de plus en plus menacés.
- Aux Pays-Bas, une enquête réalisée en mars 2017 auprès de 814 lecteurs autosélectionnés de l'hebdomadaire juif *Nieuw Israëlitisch Weekblad* faisait état d'inquiétudes quant à la sécurité et à l'antisémitisme. Parmi les lecteurs qui ont spontanément répondu au questionnaire, le groupe le plus nombreux, 48 % des répondants, déclarait craindre d'être la cible de violences physiques en relation avec l'antisémitisme. 30 % seulement déclarant n'avoir pas d'inquiétude particulière.

Des éléments qualitatifs, issus notamment de ce projet de recherche, confirment et développent ces craintes. Par exemple, à Bruxelles, les autorités publiques ont, à au moins une reprise, recommandé aux Juifs d'éviter d'afficher

d'afficher des signes visibles de judaïté en raison des risques d'agressions physiques. Il semblerait qu'un nombre croissant de Juifs quittent le pays, notamment des jeunes qui choisissent de faire leurs études à l'étranger pour échapper à l'antisémitisme ambiant. De même, depuis les manifestations et les agressions déclenchées par le conflit dans la bande de Gaza, certains parents juifs demandent à leurs enfants de ne pas porter leur étoile de David de manière ostentatoire. Au Royaume-Uni, des personnalités politiques et des représentants des communautés juives affirment que les universités sont devenues des foyers d'antisémitisme.⁸ Quelle que soit l'ampleur réelle de ces phénomènes d'émigration et d'évitement, la diffusion même de ces témoignages participe de la montée d'un climat d'anxiété.

Dans tous les pays de l'étude, la menace du terrorisme djihadiste, et surtout le fait que les terroristes aient dans certains cas frappé spécifiquement des Juifs, contribuent à ce climat de malaise. Aux Pays-Bas, le Stichting Bij Leven en Welzijn (BLEW), l'organe consultatif pour la protection de la communauté juive aux Pays-Bas, a également exprimé des craintes face à la menace du terrorisme international. Le BLEW existe depuis 1983, mais jusqu'en 2014, il n'avait jamais parlé du « terrorisme comme une menace contre la communauté juive des Pays-Bas ». Aujourd'hui, il qualifie la situation de « critique » et réclame un renforcement des mesures de sécurité pour les établissements juifs.

Le sentiment d'inquiétude chez les Juifs d'Europe de l'Ouest est un phénomène transnational. Cette observation est importante dans le contexte de ce rapport. En effet, comme nous l'avons vu, la présence de migrants MENA dans ces pays offre des profils très différents. On observe un contraste entre la grande divergence dans la composition et l'impact de la migration MENA d'un pays à l'autre et l'omniprésence du sentiment d'appréhension chez les Juifs d'Europe de l'Ouest. Les peurs attachées aux migrants MENA ne sont pas directement corrélées à leur poids démographique. Examinons ces peurs plus en détail.

Expressions d'inquiétude liée aux migrants récents des pays MENA

Dans les pays examinés pour cette étude comme dans tout le monde occidental, on entend des personnalités et des organisations de premier plan présenter les migrants MENA comme une source réelle ou potentielle d'antisémitisme. Il s'agit le plus souvent de débats nationaux, mais il arrive qu'ils aient une portée plus générale, s'étendant à l'Europe de l'Ouest dans son ensemble.

Certaines personnalités et organisations jouissant d'une autorité particulière affirment que les réfugiés récents représentent un danger pour les Juifs en Europe. Ainsi, le Rabin Andrew Baker qui est à la fois Directeur des affaires juives internationales au sein de l'American Jewish Committee et Représentant personnel du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour la lutte contre l'antisémitisme, s'exprimant à la tribune de l'UNESCO en janvier 2016, soulignait « la nature antisémite » des sociétés dont étaient issus les réfugiés et la nécessité de leur apprendre à s'engager en faveur du pluralisme et de l'égalité entre hommes et femmes.

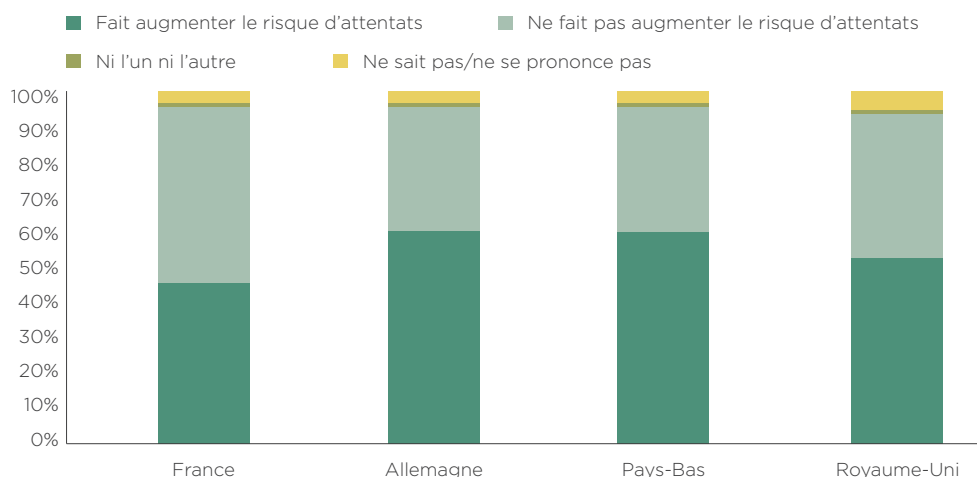
Les dangers perçus sont parfois évoqués en termes moins nuancés. Un article de magazine affirmait récemment : « En Europe, l'afflux d'immigrés du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord provoque une flambée de l'antisémitisme. »⁹

Un autre interrogeait : « L'heure est-elle venue pour les Juifs de quitter l'Europe ? ». L'une des raisons qui peut conduire à répondre par l'affirmative, nous dit-on, est que « les formes traditionnelles de la pensée antisémite ont maintenant fusionné avec une forme islamique de judéophobie » nourrie par les « communautés immigrantes musulmanes ».¹⁰ Manfred Gerstenfeld, qui se présente lui-même comme « expert reconnu en matière d'antisémitisme », affirme que « l'immigration massive non-sélective en Europe de l'Ouest a eu un effet profond sur la population juive européenne [sic], plus important que tout ce qui s'est passé dans les cinquante dernières années ».¹¹

Il existe toutefois des analyses différentes. Le *Rapport sur l'antisémitisme en 2016* publié par le Ministère israélien de la diaspora déclare que « la vague d'immigrés des pays musulmans n'entraîne pas d'augmentation de l'antisémitisme ». Il poursuit cependant : elle est tout de même source d'inquiétude pour l'avenir et invite les Juifs et les communautés juives à se demander si la vie en Europe est encore possible pour les Juifs. »¹² Il semble toutefois que l'accent soit mis ici sur les perceptions des Juifs et des communautés juives plutôt que sur la menace objective que représenteraient les immigrés.

Dans la population générale, la peur et le soupçon à l'égard des réfugiés sont des phénomènes transnationaux. La crainte que l'arrivée des réfugiés n'accroisse la probabilité d'attentats terroristes dans les pays où ils s'installent est partagée par une majorité de la population en Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, et un peu moins de la moitié des répondants en France.

Graphique 1 : Présence de réfugiés et probabilité d'attentats terroristes, 2016



Source : Pew Global Attitudes Project, 2016 : www.pewresearch.org

Ces sentiments s'observent dans tous les pays étudiés mais leur nature diffère selon le contexte national.

Aux Pays-Bas, les responsables du très conservateur Parti politique réformé (SGP), le Parti de la liberté (PVV), qui appartient à la droite radicale, et le parti nationaliste Pour les Pays-Bas (VNL) s'accordent pour affirmer que les immigrés d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient risquent d'importer l'antisémitisme dans le pays. Certaines personnalités politiques néerlandaises, comme le Ministre des affaires sociales et de l'emploi Lodewijk Asscher et le Commissaire européen Frans Timmermans, se disent préoccupés par l'antisémitisme, sans toutefois aller

jusqu'à dire que les réfugiés propageraient l'antisémitisme aux Pays-Bas. Chez les Juifs et parmi les organisations juives, les opinions varient, mais un certain nombre de personnalités juives néerlandaises de premier plan, parmi lesquelles le Président du Conseil central juif, Ron van der Wieken, ont exprimé des craintes en établissant un lien entre les réfugiés et l'antisémitisme.

Dans le cas de l'Allemagne, l'idée selon laquelle les réfugiés venus de pays à prédominance musulmane importeraient l'antisémitisme est répandue, même si elle est contestée. Les réfugiés MENA sont parfois perçus comme une menace pour les Juifs, tant directement, en raison des tendances antisémites et islamistes qui leur sont attribuées, qu'indirectement, parce que les controverses que suscite leur présence créeraient une atmosphère hostile aux minorités en général. Dans le cas de l'Allemagne, l'apparition du concept « d'antisémitisme d'importation » remonte aux attentats du 11 septembre. À cette époque, certains commentateurs avaient avancé que l'antisémitisme était propagé par les Musulmans en Allemagne via la télévision par satellite. Aujourd'hui, ce n'est plus la technologie, ce sont des êtres humains – les réfugiés – qui sont perçus comme le canal d'importation. L'opinion juive est divisée et l'arrivée de réfugiés MENA suscite parfois une certaine appréhension. Dans l'est du pays, au plus fort de la vague de réfugiés des pays MENA, la porte-parole d'une communauté juive faisait état d'une montée de la peur de l'antisémitisme chez les membres du groupe qu'elle représentait.

En France, la peur de l'antisémitisme se concentre sur la communauté musulmane née en France plus que sur l'immigration récente et les réfugiés. Nos enquêtes de terrain révèlent toutefois une certaine crainte chez les Juifs, liée au fait que les réfugiés viennent de pays dans lesquels l'antisémitisme culturel et le sentiment anti-israélien sont endémiques et pourraient, dans l'avenir, devenir vecteurs d'antisémitisme.

Au Royaume-Uni, des personnalités politiques et des journalistes associés aux tendances populistes et de droite, tels que Nigel Farage et Douglas Murray, affirment que l'immigration musulmane est la cause de la montée de l'antisémitisme. Nos enquêtes de terrain ont constaté l'existence de craintes chez les Juifs du Royaume-Uni quant à l'influence des immigrés sur ce phénomène. Un membre actif de la communauté juive nous le confiait, « C'est incontestablement une inquiétude qui est exprimée... Les Juifs n'ont pas besoin qu'on leur souffle l'idée qu'il pourrait y avoir un problème. Je crois qu'ils y penseront d'eux-mêmes, pour des raisons évidentes me semble-t-il. » Un autre observateur notait que certaines organisations « capitalisent sur la peur » dans la communauté juive et l'exacerbent, « provoquant un stress énorme chez les gens, ce qui est de toute façon un problème ».

En Belgique, les propos négatifs sur les migrants émanent principalement des membres des partis politiques de droite et d'extrême-droite. Certains représentants du parti NVA (Nouvelle alliance flamande) – premier parti politique du pays, qui fait partie de la coalition au pouvoir – ainsi que des membres du gouvernement, véhiculent des préjugés négatifs sur les réfugiés et les immigrés de fraîche date.

On retrouve dans ces commentaires un certain nombre de thèmes récurrents sur les nouveaux migrants MENA : les migrants sont originaires de pays où l'antisémitisme est largement répandu ; ils sont *a priori* porteurs de sentiments hostiles à l'égard des Juifs et d'Israël

- On peut craindre que des terroristes actifs ou des personnes susceptibles d'être radicalisées se cachent parmi les réfugiés
- Les attitudes vis-à-vis des migrants MENA récents sont étroitement liées à l'intégration des minorités musulmanes dans les pays d'Europe de l'Ouest
- Certains redoutent que l'antisémitisme exprimé par les descendants d'immigrés de deuxième et troisième génération arrivés de pays MENA avec les vagues des années 1960 et 1970 ne soit transmis aux nouveaux migrants.

Comme l'illustrent plusieurs de ces réactions, les migrants MENA sont perçus non seulement comme des réfugiés ou des travailleurs migrants, mais aussi comme des Musulmans. L'afflux de migrants MENA et la crise des réfugiés qui s'en est suivie ont cristallisé et amplifié certaines peurs et controverses préexistantes concernant l'augmentation de la présence musulmane au sein des sociétés d'Europe de l'Ouest. Les possibilités d'absorption et d'intégration d'une population de réfugiés en majorité musulmans sont devenues un sujet explosif confrontant partisans et opposants des politiques d'ouverture à l'immigration et de pluralisme culturel.

Le thème de « l'antisémitisme musulman » est au cœur de ces débats. C'est en partie en raison de l'expérience et de l'impact du terrorisme djihadiste qui, dans certains cas, a visé spécifiquement des cibles juives. C'est aussi une conséquence de la mémoire de la Shoah et de la volonté d'éradiquer l'antisémitisme dans la construction d'une identité européenne après la fin de la guerre froide.¹³ À cet égard, le fait pour des Musulmans de tourner le dos à l'antisémitisme est considéré non seulement comme une bonne chose en soi, mais aussi comme un marqueur de leur capacité à s'intégrer au sein de la société européenne. Dans le même temps, s'intéresser spécifiquement à l'antisémitisme des Musulmans peut procéder d'une stratégie d'« externalisation », c'est-à-dire la projection des sentiments antisémites présents chez les groupes majoritaires de la société sur ses minorités musulmanes et ses immigrés.¹⁴

6 Mesure de l'antisémitisme

Après cette évaluation du nombre de migrants MENA et des peurs qu'ils suscitent, examinons maintenant l'ampleur et la nature du phénomène de l'antisémitisme dans les pays de l'étude.

Deux sortes de données statistiques sont utilisées pour évaluer et mesurer l'antisémitisme : les enquêtes d'opinions, et le dénombrement des incidents et infractions pénales à caractère antisémite. Les unes comme les autres ont leurs limites et posent des problèmes d'interprétation.

Les enquêtes d'opinions produisent des résultats différents selon les questions posées. Les questions qui invitent les répondants à approuver ou désapprouver une affirmation antisémite (par exemple « Les Juifs parlent trop de la Shoah » ou « Les Juifs ont trop de pouvoir sur la scène mondiale ») mesurent systématiquement un niveau d'antisémitisme plus élevé que les questions à formulation plus générale (par exemple demandant aux répondants s'ils ont une opinion favorable ou défavorable des Juifs). En outre, les techniques d'échantillonnage et de pondération, les méthodes de collecte des données, la manière dont on définit l'antisémitisme, et les questions posées, sont autant de facteurs qui peuvent faire varier les résultats.

Les statistiques produites par la police et les organisations de la société civile qui comptabilisent les incidents, crimes et délits, posent également des problèmes. Nous savons qu'un grand nombre de crimes et autres actes antisémites ne sont pas signalés ou ne sont pas correctement enregistrés. Une augmentation des actes antisémites comptabilisés ne reflète donc pas nécessairement une recrudescence des comportements antisémites. Elle peut être la conséquence d'un changement dans la manière de les enregistrer ou dans la propension des victimes à déclarer les actes.

En dépit de ces réserves, les éléments collectés, considérés globalement en relation avec le sujet de ce rapport, produisent un tableau cohérent :

- La perception des Juifs au sein de l'ensemble de la population est globalement positive et ne montre pas de détérioration.
- En règle générale, les chiffres des actes et du harcèlement à caractère antisémite fluctuent en fonction des péripéties du conflit israélo-palestinien.

Attitudes à l'égard des Juifs

L'étude « Global Attitudes and Trends » (attitudes dans le monde et tendances) du Pew Research Center est fort utile, car elle permet de comparer les données des différents pays d'Europe de l'Ouest. Elle fournit un instantané de l'opinion au Royaume-Uni, en France et en Allemagne en 2011, 2014, 2015 et 2016, et aux Pays-Bas pour cette dernière année. Les données montrent que depuis 2011, la tendance est à une amélioration de l'opinion à l'égard des Juifs. Même dans le cas de la France, pays où les opinions défavorables sont les plus nombreuses, le pourcentage de répondants déclarant avoir une mauvaise opinion des Juifs est en recul depuis 2011.

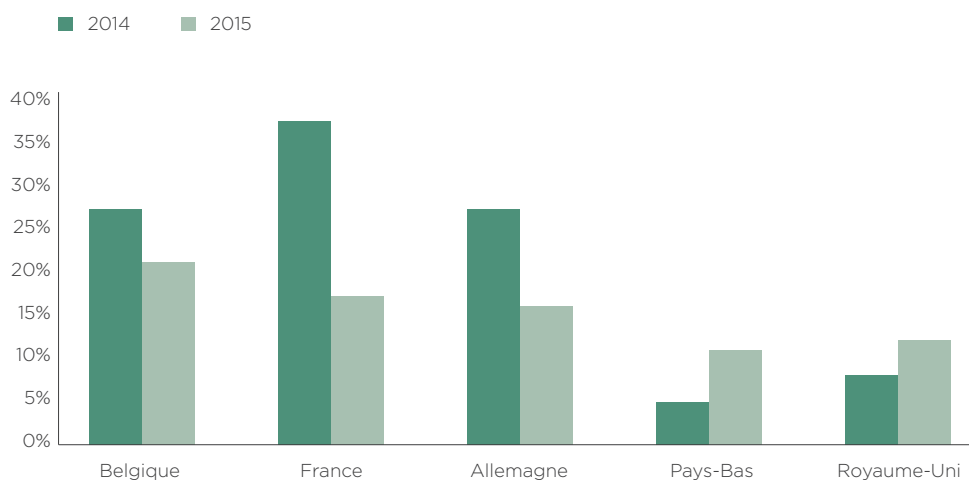
Tableau 2 : Attitudes envers les Juifs

	2011			2014			2015			2016		
	Fav.	Hos.	S.O.	Fav.	Hos.	S.O.	Fav.	Hos.	S.O.	Fav.	Hos.	S.O.
France	84	16	0	89	10	1	92	7	1	85	10	5
Allemagne	71	18	11	82	5	13	80	9	11	88	5	8
Royaume-Uni	76	7	17	83	7	10	86	7	7	85	7	8
Pays-Bas										90	3	7

Abréviations : Fav. - Favorable, Hos. - Hostile, SO - Sans opinion/ne se prononce pas

Source : Pew Global Attitudes Project : www.pewresearch.org

L'Anti-Defamation League (ADL) a produit une autre série de données et construit l'Indice *Global 100 Anti-Semitism*. Ces chiffres sont tirés d'enquêtes réalisées au deuxième semestre 2013 et début 2014, puis en mars/avril 2015. Ils proviennent des réponses à un ensemble de onze questions proposant une série d'affirmations négatives concernant les Juifs. L'ADL considère qu'une personne est antisémite si elle a répondu par l'affirmative à plus de la moitié des questions (six « oui » ou plus).

Graphique 2 : Niveau d'antisémitisme en Europe - Indice Global 100 Anti-Semitism de l'ADL

Source : Indice Global 100 Anti-Semitism de l'ADL 2014, et 2015¹⁵

Les deux pays où le niveau d'antisémitisme augmente en 2015 sont ceux où il reste globalement le plus faible. La combinaison de ces données indique que les attitudes antisémites en Europe de l'Ouest sont peu répandues ou en diminution.

Ce tableau est largement confirmé par d'autres enquêtes nationales sur les comportements.

- Dans le cas de la France, le baromètre annuel du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) montre que l'image des Juifs s'améliore depuis 2000 et que les Juifs sont, de loin, la minorité la mieux acceptée dans le pays. Les stéréotypes négatifs contre les Juifs ont atteint un pic en

2013-2014. Suite à l'interdiction d'un spectacle antisémite de l'humoriste Dieudonné M'bala M'bala puis de manifestations pro-palestiniennes, une proportion record de répondants (37 %) approuvaient la proposition selon laquelle « les Juifs ont trop de pouvoir en France ». Mais à l'automne 2016 ce chiffre était retombé à 21 %.

- En Allemagne, les enquêtes sur l'antisémitisme font souvent la distinction entre les formes d'antisémitisme « traditionnelles », « secondaires » et « liées à Israël ». Les stéréotypes antisémites traditionnels sont soit stables, soit en recul en Allemagne. La très réputée enquête Mitte montre un déclin de ces stéréotypes, qui passent d'environ 15 % d'approbation au début du millénaire à 6 % en 2016. Les sociologues allemands mesurent aussi « l'antisémitisme secondaire » – les formes d'antisémitisme qui visent à atténuer la responsabilité de la génération de leurs parents ou grands-parents dans de la Shoah : par exemple, l'idée selon laquelle les Juifs chercheraient maintenant à instrumentaliser les persécutions du Troisième Reich. Les niveaux d'antisémitisme secondaire enregistrés sont plus élevés que ceux de « l'antisémitisme traditionnel » mais sont également en recul : 26 % en 2016 d'après l'enquête Mitte, contre 39 % en 2011. On observe une tendance similaire pour l'antisémitisme lié à Israël, que nous examinerons ultérieurement.
- Au Royaume-Uni, une enquête publiée par YouGov en juin 2015 révélait que 7 % des adultes britanniques avaient une opinion « plutôt mauvaise » ou « très mauvaise » des Juifs. Constat confirmé par le rapport *Antisemitism in Contemporary Great Britain, 2017*, de l'Institute for Jewish Policy Research (JPR), selon lequel environ 5 % de la population générale « peuvent être qualifiés d'antisémites. »¹⁶
- Les données les plus récentes pour la Belgique, publiées en 2017, semblent confirmer les niveaux élevés révélés par l'ADL (voir graphique 2). D'après cette enquête, 49 % des Belges pensent que les Juifs ont un rapport particulier à l'argent et 18 % estiment que les Juifs ne sont pas « des Belges comme les autres ». Le nombre des répondants qui considèrent les Juifs comme « autres » par essence est légèrement plus faible que celui fourni par l'indice *Global 100 Anti-Semitism 2015* de l'ADL. Il ne faut toutefois pas attacher trop d'importance à une comparaison précise entre ces deux enquêtes, qui ont été réalisées suivant des méthodes différentes.

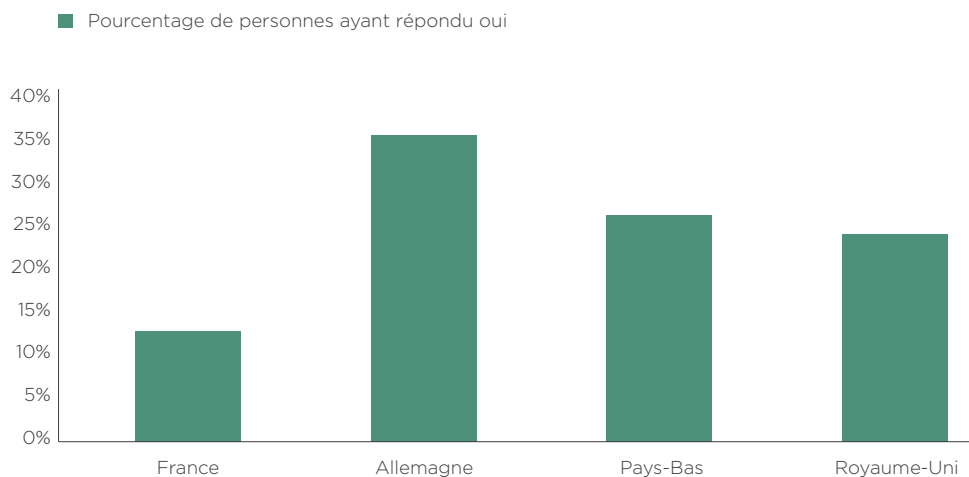
Si l'antisémitisme traditionnel est en déclin, c'est l'antisémitisme lié à Israël qui fait actuellement débat et semble parfois en augmentation. Dans leur rapport 2017, *Different Antisemitisms*, Lars Dencik et Karl Morosi définissent l'antisémitisme lié à Israël comme celui qui s'observe lorsque des Juifs en dehors d'Israël « font l'objet d'attaques verbales ou physiques au seul motif qu'ils sont Juifs et que leurs agresseurs les associent à l'État d'Israël ». ¹⁷ C'est là une définition pertinente, que nous reprenons à notre compte dans le présent rapport. Cela étant, déterminer si tel ou tel incident ou propos entre dans cette définition implique une dose de subjectivité. Dans chacun des pays étudiés dans ce rapport, certains incidents très controversés et médiatisés illustrent l'absence d'un consensus concernant la frontière entre une critique légitime d'Israël et l'antisémitisme. Le rapport *Antisemitismus in Deutschland (2017)*, réalisé par un groupe d'experts à la demande du Bundestag, souligne que pour juger de tels propos, il faut tenir compte non seulement de ce qui est dit, mais du destinataire des propos, des

circonstances et de ses intentions. Nous pensons également qu'il existe une « zone grise » s'agissant de la critique de l'État d'Israël, d'où des divergences de vues légitimes sur ce qui constitue ou non de l'antisémitisme.¹⁸

Une chose est claire toutefois, c'est que dans chacun des pays de l'étude, il arrive que la critique d'Israël et/ou du sionisme se traduise par des propos ou des comportements antisémites. La tendance à englober tous les Juifs dans la critique d'Israël ne se limite pas à une catégorie de la population. Une grande partie du débat relatif à l'antisémitisme d'opposition à Israël se concentre sur les attitudes et les comportements observés au sein des minorités musulmanes et à gauche du spectre politique. En France, par exemple, on voit apparaître de l'antisémitisme chez les jeunes : chez les descendants d'immigrés qui soutiennent la cause palestinienne et nourrissent de l'hostilité à l'égard d'Israël et des Juifs en général, mais aussi chez des jeunes instruits, positionnés à l'extrême-gauche, qui ne sont généralement pas racistes et rejettent les stéréotypes antisémites traditionnels. En Allemagne, toutefois, l'antisémitisme d'opposition à Israël se trouve plus souvent à droite qu'à gauche de l'éventail politique.

L'évaluation la plus approfondie de l'antisémitisme lié à Israël est fournie par une enquête réalisée par l'ADL en 2012 dans laquelle il était, entre autres, demandé aux répondants si leur opinion des Juifs était influencée par les actions de l'État d'Israël.

Graphique 3 : Votre opinion envers les Juifs est-elle influencée par la politique de l'État d'Israël ?



Source : ADL, Attitudes toward Jews in Ten European Countries (mars 2012)¹⁹

Dans le cas de l'Allemagne, les données les plus récentes suggèrent que l'antisémitisme lié à Israël est en recul. La meilleure estimation, qui date de 2014, se fonde sur une question dénuée d'ambiguïté et l'évalue à 20 %. Ce chiffre inclut les répondants se disant « entièrement » ou « en partie » d'accord avec l'affirmation selon laquelle la politique d'Israël les conduit à éprouver moins de sympathie envers les Juifs. Il montre une nette baisse par rapport aux 32 % constatés il y a 10 ans.²⁰

Actes criminels et menaces

Les organismes qui enregistrent les actes criminels et incidents à caractère antisémite ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre et utilisent des protocoles différents. Pour ces raisons, nous ne comparons pas les niveaux absolus d'incidents et d'actes criminels comptabilisés par pays. En revanche, nous pouvons comparer les tendances observées dans différents contextes nationaux.

En examinant les évolutions du niveau d'incidents à caractère antisémite signalés, nous constatons que dans les cinq pays, la deuxième Intifada, qui a commencé en octobre 2000 et s'est poursuivie jusqu'en février 2005, a constitué un point d'inflexion majeur. Depuis 2000, des événements particuliers survenus en Israël, à Gaza et dans les Territoires occupés ont suscité des réactions en Europe de l'Ouest, et notamment des incidents à caractère antisémite. Ce fut le cas lors de l'entrée de l'armée israélienne à Djénine en 2002, de l'assassinat ciblé du Cheikh Yassine en 2004, de l'opération Plomb durci en 2009 et de l'opération Bordure protectrice en 2014.

Depuis 2011, le nombre d'incidents antisémites recensés en Belgique, en France, en Allemagne et aux Pays-Bas fluctue au gré de l'actualité du conflit israélo-palestinien. Dans ces quatre pays, les chiffres montrent un sursaut léger en 2012 et un pic plus élevé en 2014. Par la suite, on assiste en France à une légère baisse du nombre des « actes et menaces » à caractère antisémite depuis 2015 et à un fort recul l'année suivante. S'agissant de la Belgique, des Pays-Bas et de l'Allemagne, après le pic de 2014, le nombre des incidents enregistrés diminue et se stabilise.

Seul le Royaume-Uni montre une tendance générale à la hausse. En 2012 et 2014, la poussée d'antisémitisme y est comparable à celle observée dans d'autres pays, mais en 2015 le recul est moins marqué qu'ailleurs et on ne retombe pas aux niveaux de 2011 et 2013 comme en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas. Au Royaume-Uni, on assiste à un nouveau bond en 2016, atteignant des valeurs supérieures à 2014. Comment doit-on interpréter ces chiffres ? Il est difficile de dire s'ils reflètent une véritable augmentation de l'antisémitisme, un regain de vigilance de la police et de l'organisation juive Community Security Trust ou une volonté accrue de la part des victimes de signaler les incidents, ou encore une combinaison de ces trois facteurs. Quoiqu'il en soit, il est probable que l'augmentation des moyens consacrés à la répression et la surveillance de l'antisémitisme et la volonté accrue des victimes de faire remonter les incidents concourent à ce phénomène.

Nous pouvons en conclure ce qui suit :

- Dans aucun des pays étudiés il n'existe de relation entre l'évolution du nombre des incidents à caractère antisémite et celle des migrations MENA.
- Dans quatre des cinq pays étudiés, le nombre d'incidents antisémites fluctue de manière similaire depuis 2011.
- Le cas du Royaume-Uni fait en partie exception. L'évolution y est similaire jusqu'en 2015 mais depuis, à la différence des quatre autres pays, la tendance est à la hausse.

- Dans les cinq pays examinés dans cette étude, il existe une relation claire entre les niveaux d'incidents à caractère antisémite enregistrés et les événements saillants du conflit israélo-palestinien. Cette corrélation existait bien avant l'actuelle crise des réfugiés. Elle remonte au moins à la seconde Intifada, qui a éclaté en 2000.

Le cas du Royaume-Uni depuis 2015 est particulièrement intéressant dans le contexte de ce rapport parce qu'il souligne l'absence de toute relation observable entre les migrants MENA et l'évolution des chiffres de la criminalité et des incidents à caractère antisémite. Au Royaume-Uni, où il y a relativement peu de migrants MENA, le nombre d'incidents antisémites enregistrés est en augmentation, alors qu'en Allemagne, le niveau des agressions à caractère antisémite a diminué depuis son pic de 2014 alors que l'augmentation massive du nombre de migrants MENA se produit l'année suivante.

7 Prévalence de l'antisémitisme en fonction de l'appartenance sociale et politique

Nous avons jusqu'ici examiné les évolutions de l'antisémitisme à l'échelle macrosociale. Nous avons observé que, malgré le sentiment d'insécurité exprimé par de nombreux Juifs en Europe de l'Ouest, d'autres éléments suggèrent que l'antisémitisme n'est pas en expansion.

Intéressons-nous maintenant à la question de savoir si, en dépit du tableau global, on trouve, au sein de certains groupes sociaux ou politiques, des niveaux d'antisémitisme élevés ou croissants, ou si l'antisémitisme se trouve plus concentré dans certaines sphères du débat public.

Les Musulmans et l'antisémitisme

Dans tous les pays examinés, les attitudes antisémites sont plus fréquentes au sein des minorités musulmanes que dans l'ensemble de la population.

En 2015, l'ADL s'est efforcé de mesurer l'antisémitisme chez les Musulmans en construisant un échantillon supplémentaire surreprésentant les Musulmans dans leur questionnaire. Comme pour le reste de l'échantillon les résultats s'appuient sur une série de onze questions proposant des stéréotypes négatifs sur les Juifs. Les personnes qui approuvaient plus de la moitié des propositions étaient classées comme antisémites.

Tableau 3 : L'antisémitisme chez les Musulmans, 2015

Pays	Échantillon national	Suréchantillon musulman
Belgique	21	68
France	17	49
Allemagne	16	56
Royaume-Uni	12	54

Source : ADL, Indice Global 100 Anti-Semitism, 2015²¹

Le « suréchantillon » d'ADL étant très réduit - 100 Musulmans dans chaque pays - ces chiffres doivent être pris avec précaution. Il est intéressant, toutefois, de constater que la conclusion générale est confirmée par des études réalisées dans certains pays.

- En Allemagne, des enquêtes montrent que les attitudes antisémites sont plus fréquentes chez les Musulmans que dans les autres catégories de la population. Il importe aussi de noter que les attitudes antisémites ne sont pas le fait de tous les Musulmans mais s'observent seulement chez une minorité d'entre eux. Une enquête réalisée auprès du groupe le plus nombreux, celui des Musulmans originaires de Turquie, a montré que 49 % des personnes interrogées avaient une bonne opinion des Juifs, 21 % une mauvaise opinion,

30 % ne s'étant prononcées ni dans un sens, ni dans l'autre. Une autre étude publiée en 2013 a montré que l'on trouve plus d'antisémitisme par opposition à Israël chez les jeunes d'origine musulmane que dans l'ensemble de la population allemande. Ce sentiment est partagé par 42 % des jeunes Musulmans d'origine arabe, contre environ 25 % des autres répondants.

- Aux Pays-Bas, la deuxième Intifada a déclenché l'apparition de nouvelles formes d'antisémitisme impliquant de jeunes Néerlandais d'origine étrangère. D'après des données d'enquêtes, il se pourrait que cette forme d'antisémitisme soit liée à l'actualité au Moyen-Orient. Une enquête conduite en 2014-2015 a montré que les jeunes Musulmans étaient beaucoup plus nombreux à être hostiles aux sionistes (66 %) qu'aux Juifs (12 %). On rapporte des cas de harcèlement de Juifs sur la voie publique par des jeunes Maroco-néerlandais, et plus récemment Turco-néerlandais, principalement de jeunes hommes. Des citoyens néerlandais d'origine musulmane sont impliqués dans des incidents antisémites survenus pendant l'été 2014. Il y a même eu un cas où des partisans de l'État islamique en Irak et dans le Cham (ISIS) ont brandi des drapeaux noirs en scandant en arabe « mort aux Juifs ».
- En Belgique, les éléments dont on dispose brossent un tableau similaire. Une enquête réalisée auprès des jeunes en 2010 a montré que l'hostilité envers les Juifs se rencontre davantage chez les Musulmans que chez les Chrétiens et les athées. Une autre étude, conduite dans les écoles secondaires flamandes en 2011, a révélé que les sentiments antisémites sont plus fréquents chez les garçons que chez les filles, et chez les Catholiques plus que chez les Musulmans.
- En France, des éléments qualitatifs suggèrent que l'antisémitisme se développe chez des descendants d'immigrés de deuxième génération nés en France, souvent d'origine nord-africaine, et résidant dans les quartiers défavorisés. Les données d'enquête, bien qu'elles utilisent des échantillons non-représentatifs et de taille réduite, suggèrent aussi que les stéréotypes antisémites sont plus répandus au sein de la population musulmane résidant en France que dans l'ensemble de la population.
- Au Royaume-Uni, l'enquête *Antisemitism in Contemporary Britain* (2017) de l'Institute for Jewish Policy Research a conclu que les Musulmans avaient entre deux et quatre fois plus de chances que les autres membres de la population d'avoir des attitudes antisémites. Toutefois, dans le même temps, la majorité des répondants musulmans étaient en désaccord avec, ou avaient une opinion neutre sur, les affirmations antisémites qui leur étaient présentées. Notons, toutefois, que les Musulmans dans ce cas n'étaient pas des migrants MENA ou des descendants de migrants MENA, mais essentiellement des immigrés d'origine ou de culture du sous-continent indien.

Ce tableau assez concordant d'un pays à l'autre, faisant état d'attitudes antisémites chez une minorité conséquente de Musulmans alimente le sentiment de peur que beaucoup ressentent à l'égard des migrants MENA. Il faut toutefois considérer ce point avec prudence.

Premièrement, la population musulmane de chacun des pays étudiés est de taille relativement réduite, représentant autour de 5 % de la population totale au Royaume-Uni et 7,5 % en France.²² En d'autres termes, la contribution des

Musulmans au niveau global d'antisémitisme de ces sociétés est très limitée, comme l'a calculé l'Institute for Jewish Policy Research pour le Royaume-Uni.²³ Les niveaux observés dans la population musulmane ne doivent donc pas masquer le fait que les attitudes antisémites sont en grande partie le fait de la population majoritaire et non des minorités.

Deuxièmement, les Musulmans constituent une population très diversifiée qui recouvre des différences de classe sociale, de niveau d'instruction, de sexe, d'origine ethnique, de génération, de pratique religieuse et de croyance. Les enquêtes sur les attitudes qui ne peuvent pas prendre en compte ces sources potentielles de variation risquent de ne pas produire un tableau très précis.

Il faut aussi garder à l'esprit que mesurer les attitudes antisémites n'est pas mesurer les comportements antisémites. Il n'y a pas nécessairement équivalence entre les deux. Le plus souvent, le comportement ne constitue pas une traduction directe de l'attitude : il faut prendre en compte le contexte dans lequel il se produit. Par ailleurs, on sait qu'une grande partie des comportements antisémites sont de nature « antisociale » et « réactive », dénués de motivation idéologique ou religieuse claire.

Antisémitisme et extrême-droite

Un point commun à toutes les études nationales est que les attitudes et les actes antisémites prédominent chez les personnes qui soutiennent des mouvements politiques populistes de droite et d'extrême-droite.

- En France, les données d'enquête confirment que les sympathisants du Front national sont plus antisémites que ceux de tous les autres partis. De plus, d'après le Baromètre annuel du racisme de la CNCDH, l'antisémitisme va le plus souvent de pair avec une orientation politique de droite et l'adhésion aux stéréotypes traditionnels assimilant les Juifs à l'argent, au pouvoir et à la double-allégeance, plus qu'avec une critique du sionisme et de la politique d'Israël.
- De même, dans le cas du Royaume-Uni, l'enquête *Antisemitism in Contemporary Britain 2017* du JPR montre que chez les personnes qui s'identifient comme « très à droite », le niveau d'antisémitisme est deux à quatre fois plus élevé que dans l'ensemble de la population. De plus, parmi les incidents antisémites recensés par le Community Security Trust comme ayant une motivation politique ou idéologique, l'extrême-droite est particulièrement représentée. Pour toutes les années sauf 2009 et 2014, ces incidents sont plus nombreux que ceux qui procèdent d'une motivation anti-israélienne ou islamiste, et les incidents dont les auteurs se situent à l'extrême-droite connaissent une hausse soutenue : leur nombre est passé de 100 en 2011 à 160 en 2016.
- En Allemagne, les crimes et délits antisémites sont pour la plupart le fait d'Allemands d'extrême-droite non musulmans et non migrants. Dans ce pays, l'appartenance politique conserve une influence marquée sur toutes les formes d'antisémitisme. À mesure que l'on va de la gauche à la droite du spectre, on observe une augmentation linéaire des attitudes antisémites. L'Allemagne se distingue par la force d'un antisémitisme de droite lié à la critique d'Israël.

- En Belgique et aux Pays-Bas, en revanche, l'antisémitisme est en recul dans la propagande des partis d'extrême-droite. Cela est peut-être dû au fait que ces partis s'intéressent davantage aux migrants récents et identifient les Juifs à « un modèle d'intégration réussie » par rapport à la minorité musulmane.

8 Minorités musulmanes

Musulmans : préjugés et situations défavorables

Comment s'explique le niveau élevé d'antisémitisme chez les minorités musulmanes ? Au premier abord, la réponse semble évidente. Les immigrés musulmans en Europe de l'Ouest viennent de pays dans lesquels les attitudes antisémites sont beaucoup plus répandues que dans les pays d'accueil. L'enquête mondiale 2015 sur l'antisémitisme de l'ADL montre que dans les pays MENA, 74 % des répondants jugent « probablement vrais » la majorité des stéréotypes antisémites proposés. Ce chiffre est considérablement plus élevé que les scores observés dans les pays d'Europe de l'Ouest présentés ci-dessus dans le graphique 2. Pourtant, tout en prenant acte de ce contexte, nous devons aussi regarder comment évoluent les attitudes antisémites chez les immigrés MENA une fois qu'ils sont établis en Europe de l'Ouest, ainsi que chez leurs enfants et petits-enfants nés en Europe.

Dans toute l'Europe de l'Ouest, les minorités musulmanes manifestent un degré élevé de participation citoyenne, de respect de la loi et d'adhésion à la société d'accueil, mais cette attitude coexiste avec un ressentiment et un sentiment d'injustice qui n'est pas sans fondement. C'est ce que le sociologue britannique Anthony Heath a appelé « le paradoxe de l'intégration ».²⁴ Heath employait ce terme dans le contexte du Royaume-Uni mais ses observations s'appliquent plus largement. Cette expérience d'une « intégration contrariée » est un élément de contexte important pour expliquer l'émergence de l'antisémitisme chez une minorité non négligeable de la population musulmane.

De nombreuses études démontrent que les Musulmans, tout comme les descendants d'immigrés MENA (deux catégories qui se recoupent en partie) ont le sentiment d'être désavantagés, discriminés et victimes de préjugés négatifs. Cette situation présente une constance remarquable d'un pays à l'autre. On constate que, par rapport à la moyenne nationale, les Musulmans sont moins diplômés, connaissent plus le chômage et sont plus susceptibles de vivre dans des zones déshéritées. Dans tous les cas, ils sont victimes de discrimination ou de préjugés négatifs. Il n'est pas surprenant que cette situation alimente chez les minorités musulmanes le sentiment d'un rejet de la part des sociétés dans lesquelles ils vivent et auxquelles ils appartiennent.

- En Allemagne, une enquête réalisée en 2006 montrait que près de la moitié des Allemands musulmans avaient le sentiment que leurs relations avec les non-musulmans s'étaient détériorées et deux tiers faisaient état d'expériences de discrimination. Dix ans plus tard, une enquête auprès de la population générale révélait que 41 % souhaitaient que l'immigration des Musulmans soit interdite et 50 % des personnes interrogées ne se sentaient plus chez eux dans leur propre pays.
- En Belgique, des enquêtes montrent que les Musulmans se considèrent comme une minorité stigmatisée. L'une publiée en 2017 révélait que 70 % d'entre eux se sentaient traités comme des étrangers, 68 % avaient l'impression que les attentats terroristes avaient intensifié le rejet dont ils faisaient l'objet, et 72 % se sentaient relégués dans certaines enclaves urbaines.

Face à de tels constats, on peut se demander s'il existe un rapport entre, d'une part les expériences de discrimination, de désavantage et de rejet, et de l'autre la persistance de l'antisémitisme.

- C'est en Allemagne que la question d'un lien possible entre discrimination et antisémitisme a été le plus débattue. Des études conduites dans ce pays suggèrent que la discrimination et le manque d'intégration contribueraient à renforcer ou feraient le lit des idées antisémites. Cela fonctionne selon un mécanisme indirect : les Musulmans exclus se tournent vers des médias sociaux, des groupements radicaux et des mosquées qui font l'apologie de l'antisémitisme et des théories conspirationnistes. Ces études sont importantes, en particulier parce qu'elles proposent une piste de réflexion pour comprendre le lien entre le fait de subir de la discrimination et d'être l'objet de préjugés négatifs, et celui de nourrir des attitudes antisémites.
- En France, comme nous l'avons noté, l'antisémitisme se manifeste particulièrement au sein de la deuxième génération d'immigrés, souvent d'origine nord-africaine, habitant dans des quartiers défavorisés. Dans ce cas, les chercheurs supposent que l'antisémitisme se nourrit de la discrimination. Ainsi, en janvier 2014, l'hétéroclite manifeste *Jour de colère*, dirigé contre le gouvernement publié, associait des participants explicitement antisémites, notamment les réseaux d'extrême-droite et les partisans de l'humoriste Dieudonné et d'Alain Soral, fondateur de l'association et du site Égalité et réconciliation. La même année, l'interdiction du spectacle de Dieudonné et celle des manifestations pro-palestiniennes a semblé confirmer, aux yeux de ces participants, que les Juifs jouissaient d'un statut de minorité privilégiée et influente dans la sphère politique. Ce sentiment a contribué à alimenter une forte poussée d'incidents antisémites.
- Aux Pays-Bas et en Belgique il semblerait, d'après les recherches sur les incidents à caractère antisémite et l'expression de sentiments antisémites émanant de citoyens d'origine marocaine et turque, que ces phénomènes soient liés au sentiment d'insécurité ressenti par ces groupes en voie d'intégration au sein des sociétés néerlandaise et belge.
- Au Royaume-Uni, les recherches sur les Musulmans originaires d'Asie du Sud montrent que la deuxième génération fonde davantage d'espoirs dans la société britannique que ne le faisaient leurs parents immigrés. Lorsqu'ils sont victimes de discrimination et se sentent injustement traités, cela alimente leur défiance à l'égard de la société qui, dans certains cas, peut les conduire à se radicaliser. Une minorité non négligeable de Musulmans du Royaume-Uni est susceptible d'adhérer aux théories conspirationnistes (dirigées plus souvent contre les États-Unis que contre Israël), voire de montrer quelque sympathie pour la violence politique et le terrorisme. Le sentiment d'aliénation chez une minorité de descendants d'immigrés de deuxième et troisième génération peut constituer un terreau fertile à un antisémitisme politisé.

Il devrait être possible de reconnaître l'importance de la discrimination et du ressentiment qu'elle peut susciter pour interpréter l'antisémitisme observé chez certains Musulmans, sans légitimer l'antisémitisme pour autant et nier l'importance des choix éthiques et politiques individuels.

Le lien possible entre discrimination et antisémitisme est important parce qu'il nous suggère de changer de focale. Le problème, semble-t-il, concernerait non plus seulement l'immigration, mais aussi l'intégration contrariée, qui peut être un ferment de sentiments antisémites chez certains Musulmans.

Attitudes et priorités des réfugiés de fraîche date

Des éléments factuels disponibles sur les cinq pays, il ressort clairement que la vie quotidienne des réfugiés et des migrants de fraîche date est dominée par l'insécurité. Leur priorité est de trouver où dormir, de se procurer des papiers et d'apprendre la langue de leur pays de résidence afin de trouver du travail rémunéré. Bref, leur vie quotidienne est conditionnée par les exigences liées aux difficultés de leur situation, ne laissant guère de place à l'antisémitisme, aux préjugés et aux idéologies.

Toutefois, les migrants et les réfugiés ont forcément des opinions et des attitudes. Le débat public sur la question des réfugiés est souvent dominé par des suppositions, tant positives que négatives, sur la nature de ces attitudes. Les optimistes soulignent que les réfugiés ont une opinion négative des régimes qu'ils ont fui, et qu'ils ont souvent un niveau d'éducation très élevé. Du fait de ces aspects de leur expérience, ils sont plus susceptibles de partager des valeurs libérales et de rejeter l'antisémitisme. A contrario, d'autres observent que les réfugiés et migrants MENA arrivent de pays dans lesquels les attitudes antisémites et l'hostilité envers Israël en tant qu'État juif sont très répandues, et qu'ils font entrer ces attitudes en Europe.

La connaissance des attitudes et des opinions des réfugiés arrivés récemment est limitée. Il existe très peu de travaux de recherche sur la question. D'après les enquêtes de terrain effectuées pour cette étude, les réfugiés souhaitent s'intégrer, et les nouveaux migrants originaires du Moyen-Orient comprennent mal pourquoi on les assimile à des descendants d'immigrés d'origine marocaine et turque – la seule explication possible étant que les deux groupes sont constitués de Musulmans.

L'éclairage le plus complet sur les attitudes des migrants s'appuie sur des éléments collectés en Allemagne. Dans ce pays, une grande enquête représentative réalisée auprès de réfugiés récemment arrivés a montré qu'ils sont tout autant attachés à la démocratie que les détenteurs de passeports allemands : 96 % d'entre eux déclarent vouloir d'un système démocratique, 21 % sont favorables à un leader fort qui ne se soucierait ni du Parlement ni d'élections. Ces réponses sont remarquablement similaires à celle des répondants allemands : 95 % d'entre eux sont attachés à un système de gouvernement démocratique et 22 % veulent d'un leader fort. À une question sur la définition de la démocratie, 93 % des Musulmans répondent que les droits civiques doivent protéger les citoyens contre l'oppression de l'État, 93 % pensent que les hommes et les femmes doivent avoir les mêmes droits, et seulement 13 % pensent que le pouvoir religieux doit avoir le dernier mot sur la législation. Ici aussi, les résultats ne diffèrent guère de ceux des répondants allemands : respectivement 93 %, 92 % et 8 %. Ces résultats donnent raison au camp « anti-alarmiste ».

S'agissant de l'antisémitisme chez les réfugiés, on ne dispose que de quelques enquêtes, dont une, portant uniquement sur la Bavière, a établi qu'une majorité (55 %) des réfugiés originaires d'Irak, de Syrie et d'Afghanistan

approuvait l'affirmation selon laquelle les Juifs auraient une trop grande influence dans le monde. Il faut noter, toutefois, qu'il ne s'agit là que d'un seul aspect de l'antisémitisme et que les critères habituellement retenus pour identifier « les antisémites » ou « l'antisémitisme », c'est-à-dire l'adhésion à un certain nombre de stéréotypes négatifs, ne sont pas remplis. Cette mise en garde est confirmée par le fait qu'un réfugié sur 24 seulement revendique une idéologie systématiquement antisémite. La majorité des répondants exprime des opinions antisémites décousues et parfois contradictoires. Une étude réalisée à Berlin à partir d'entretiens collectifs avec 68 réfugiés de Syrie et d'Irak, produit un tableau tout aussi complexe dans lequel « les modèles de pensée et les stéréotypes antisémites » sont « très répandus » mais n'empêchent pas les répondants d'être attachés à la coexistence pacifique entre Musulmans, Chrétiens et Juifs. Beaucoup de répondants, mais pas tous, soulignent la différence entre le discours sur les Juifs et le discours sur Israël.²⁵

Ce tableau nuancé est corroboré par des éléments recueillis dans d'autres pays.

- Aux Pays-Bas, d'après les répondants qui ont été en contact avec des réfugiés syriens, ceux-ci véhiculent des images stéréotypées d'un Israël prêt à tout pour imposer sa suprématie dans la région et dans le monde entier, et de Juifs puissants, comploteurs et intrinsèquement mauvais. En revanche, ni les pouvoirs publics ni la société civile n'ont recensé d'actes antisémites perpétrés par des réfugiés ou des immigrants de fraîche date, et ces personnes n'affichent pas d'attitudes antisémites. Les réfugiés MENA arrivés récemment n'ont aucun impact décelable sur l'antisémitisme aux Pays-Bas depuis 2011.
- En France, les réfugiés interrogés pour ce projet semblent ne pas se soucier des Juifs, et l'antisémitisme est fort éloigné de leurs préoccupations. Les représentants de la société civile et de l'État (université, police, justice, administrations publiques ayant pour mission de combattre le racisme, autorités indépendantes) confirment ce tableau. Ils associent l'antisémitisme aux réseaux d'extrême-droite d'une part et aux jeunes descendants d'immigrés de la deuxième génération de milieux défavorisés d'autre part. A leurs yeux, les migrants MENA des vagues les plus récentes ne constituent pas un problème, les réfugiés sont plutôt les premières victimes de l'intolérance. On constate toutefois des signes d'une concurrence victimaire qui peut se rapprocher d'un ressentiment envers les Juifs. Un Syrien observait par exemple, « Si nous étions juifs nous ne serions pas traités comme ça ». Un autre commentait, critiquant le principe de laïcité en France : « Pour la plupart des minorités, ça passe, mais pour les Musulmans ça ne passera jamais ».
- En Belgique, les données quantitatives et qualitatives ne révèlent aucune augmentation des incidents à caractère antisémite impliquant des migrants.
- Au Royaume-Uni, les migrants MENA n'apparaissent quasiment pas dans les données disponibles sur l'antisémitisme. Dans les entretiens réalisés pour cette étude, on relève très peu de références aux préjugés anti-juifs chez les migrants et les réfugiés MENA. La majorité des répondants s'inquiétaient des crimes de haine dont les migrants pourraient être les victimes et non les auteurs.

9 Conclusions

Dans ce rapport, nous avons cherché à établir s'il existait une relation entre deux phénomènes :

1. Les vagues récentes migrants et de réfugiés d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient vers les pays d'Europe de l'Ouest.
2. L'incidence d'attitudes et de comportements antisémites et de crimes de haine recensés dans ces pays.

Nous sommes parvenus aux conclusions suivantes :

- Les migrants MENA forment une population hétérogène dont la présence varie considérablement entre la Belgique, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.
- Les Juifs de ces pays expriment un sentiment d'insécurité face à ce qu'ils perçoivent comme une recrudescence de l'antisémitisme. Cette angoisse se cristallise en partie autour des migrants MENA, qui arrivent de pays dans lesquels les attitudes antisémites sont banalisées. Les préoccupations liées à l'impact des vagues récentes de migrants MENA constituent une facette d'un malaise plus général qui a trait à l'antisémitisme chez les minorités musulmanes.
- Les attitudes vis-à-vis des Juifs, malgré quelques différences d'un pays à l'autre, sont pour l'essentiel positives et ne montrent pas de signes de détérioration. Les statistiques recensant les crimes de haine et autres incidents à caractère antisémite ne montrent pas de tendance à la hausse mais fluctuent au rythme des éruptions périodiques de violence dans le conflit israélo-palestinien. Le Royaume-Uni fait exception à cet égard : après 2014, le nombre d'incidents et de crimes de haine à caractère antisémite n'est pas retombé aux niveaux antérieurs.
- Les attitudes et les comportements antisémites ont un niveau particulièrement élevé chez les minorités musulmanes comme chez les sympathisants des groupes d'extrême-droite.
- Chez les minorités musulmanes, les attitudes antisémites peuvent s'expliquer à la lumière du vécu des individus : préjugés, discrimination et « intégration contrariée ».
- Le quotidien des réfugiés arrivés depuis peu est dominé par la précarité, et leur priorité est de se construire une nouvelle vie. On relève des indices attestant d'attitudes antisémites largement présentes chez les réfugiés MENA, à côté d'opinions positives sur la démocratie, l'égalité des droits et la coexistence pacifique entre Musulmans, Chrétiens et Juifs. Rien ne suggère que les migrants de la zone MENA contribuent de manière significative au niveau d'antisémitisme présent dans les sociétés européennes.

- Ni l'analyse des données existantes ni les entretiens effectués pour ce rapport ne permettent de conclure qu'il existe une relation significative entre les migrants arrivés récemment des pays MENA et l'ampleur ou la nature du phénomène antisémite en Europe de l'Ouest.
- L'antisémitisme est un problème qui vient de la population majoritaire, pas seulement, ni même principalement, des minorités.

10 Recommandations

Politiques et pratiques

1. Le phénomène de l'antisémitisme doit être appréhendé dans sa singularité, mais il peut et doit être relié aux autres formes de préjugés, de discrimination et de racialisation. Le combat contre l'antisémitisme doit par conséquent s'y prendre de manière à lutter également contre le racisme et contre les préjugés en général. Chez les minorités non-juives, cette approche permettra d'établir des relations entre leur propre vécu et l'expérience de l'antisémitisme. Par ce biais, nous espérons favoriser une compréhension réciproque des expériences entre les différents groupes.
2. Peu de travaux ont jusqu'à présent cherché à évaluer l'efficacité des initiatives de prévention de l'antisémitisme actuellement en cours. C'est donc un domaine dans lequel nous n'avons pas encore exploité l'expérience acquise. Il faudrait recenser les initiatives existantes de prévention de l'antisémitisme et du racisme. C'est la condition nécessaire pour repérer celles qui marchent ; pour établir le niveau de ressources nécessaires pour lutter contre l'antisémitisme et le racisme ; pour diffuser et reproduire les bonnes pratiques.
3. Les acteurs publics et les organisations de la société civile doivent tenir compte des limitations et des problèmes d'interprétation que présentent les différentes méthodes d'enquête et les statistiques de mesure des crimes de haine et des incidents à caractère antisémite. Cette précaution leur permettra d'éviter de tomber dans la complaisance ou dans l'alarmisme.
4. Plus généralement, il faudrait davantage d'échanges entre, d'une part les ONG et les acteurs publics, et d'autre part les universitaires et les chercheurs. Ce rapport est un exemple de cette collaboration fructueuse puisqu'il rassemble des représentants de plusieurs organisations qui ont toutes contribué au travail de recherche. Tous doivent faire en sorte que les ONG et les acteurs publics bénéficient des travaux des universitaires et des chercheurs.
5. Les relations entre Juifs et Musulmans sont souvent tendues et empreintes de suspicion réciproque. Il est urgent de développer un dialogue de fond entre ces deux groupes afin de faire contrepoids aux préjugés négatifs et aux discours politiques qui attisent la défiance des deux côtés.

Discours à tenir

6. Il importe de mettre en évidence l'hétérogénéité du groupe des migrants de la zone MENA, et plus généralement, la grande diversité qui existe chez les Musulmans comme chez les Juifs.
7. Tous les secteurs de la société se doivent de tenir un discours de responsabilité sur les questions d'immigration, d'antisémitisme et d'islamophobie. Les politiques, les acteurs publics, les journalistes et les responsables communautaires doivent saisir cette occasion d'aborder ce problème dans une démarche propice à un débat équilibré et fondé sur des éléments factuels.

8. Il faut en particulier que le débat public et l'action des pouvoirs publics vis-à-vis de l'antisémitisme reflètent clairement le fait que l'antisémitisme est un problème pour la société dans son ensemble, et n'est nullement confiné aux minorités immigrées ou religieuses. C'est seulement dans ce contexte que nous pourrions clairement identifier l'antisémitisme et le combattre lorsqu'il se manifeste chez les populations musulmanes, notamment chez les migrants MENA.

Pistes de recherche

9. Nous avons besoin d'une enquête représentative appliquant des méthodes sophistiquées sur les attitudes des réfugiés MENA.
10. Il nous faudrait une connaissance encore plus approfondie des lieux et des dynamiques de l'antisémitisme. Nous devons notamment mieux comprendre le profil des individus qui commettent des actes antisémites, y compris ceux qui opèrent en ligne et sur les médias sociaux.
11. Il y a de plus une nécessité d'étudier les relations non seulement entre les populations majoritaires et minoritaires, mais aussi entre les différentes minorités elles-mêmes. Il serait par exemple éclairant et pertinent d'examiner les attitudes des Juifs à l'égard des Musulmans, pour compléter les études effectuées sur l'attitude des Musulmans envers les Juifs.

Notes

1. Notes La liste des co-enquêteurs pour chaque pays figure en annexe.
2. Pour la région MENA, on a retenu dans ce projet les mêmes définitions que l'ONU et la Banque Mondiale, en rajoutant l'Afghanistan, l'Érythrée et la Turquie. Voir aussi Définitions.
3. Les pays examinés étaient précisés dans l'appel à proposition de recherche initial sur l'antisémitisme et l'immigration publié par EVZ en février 2016.
4. Les données de l'ONU ont été utilisées dans ce tableau parce qu'elles permettent des comparaisons entre États. Les autres chiffres de population cités dans ce rapport proviennent des rapports nationaux. Il faut noter que les chiffres donnés pour la France dans le tableau 1 diffèrent de ceux qui figurent dans le rapport national sur la France, où le pourcentage d'immigrés par rapport à la population totale est de 8,1 % en 2006 et 8,9 % en 2014. La série de données de l'ONU comme celle de la France confirment notre observation, à savoir que l'évolution de la démographie liée à l'immigration a été plus lente en France qu'au Royaume-Uni et en Allemagne.
5. Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population (2017), Trends in International Migration Stock: The 2017 Revision (Base de données de l'ONU, POP/DB/MIG/Stock/Rev/2017).
6. Les chiffres ci-dessous sont tirés des rapports nationaux et calculés à partir du Tableau 1. Stock total de migrants en milieu d'année par origine, ibid.
7. <http://fra.europa.eu/en/publications-and-resources/data-and-maps/survey-data-explorer-discrimination-and-hate-crime-against>.
8. www.telegraph.co.uk/education/2016/12/22/britains-top-universities-becoming-no-go-zones-jews-baroness/; www.thejc.com/news/uk-news/jo-johnson-concerned-over-rise-in-antisemitism-on-uk-campuses-1.450907.
9. www.nationalreview.com/article/445540/jewish-muslim-relations-europe-america-worsening-due-immigration.
10. www.theatlantic.com/magazine/archive/2015/04/is-it-time-for-the-jews-to-leave-europe/386279/.
11. www.manfredgerstenfeld.com/muslim-antisemitism-europe-manfred-gerstenfeld/.
12. www.mda.gov.il/EngSite/Lists/HomePageBanner3Icons/Attachments/1/reportENG.pdf.
13. Tony Judt, *Postwar: A History of Europe in 1945* (Heinemann, 2005).
14. Esra Ozyurek, 'Export-import theory and the racialization of antisemitism: Turkish and Arab-only prevention programs in Germany', *Comparative Studies in Society and History*, 58 (1), 40-65.
15. 2014: <http://global100.adl.org/#map/weurope>; 2015: <http://global100.adl.org/#map/2015update>.

16. Daniel Staetsky, *Antisemitism in Contemporary Great Britain* (Institute for Jewish Policy Research, 2017), 3.
17. Lars Dencik et Karl Marosi, *Different Antisemitisms: Perceptions and experiences of antisemitism among Jews in Sweden and across Europe* (Institute for Jewish Policy Research, 2017).
18. www.bundestag.de/blob/503220/5dbf53f00644f6aed4e984c529f8165f/antisemitismusbericht_conclusion-data.pdf.
19. www.adl.org/sites/default/files/documents/assets/pdf/israel-international/adl_anti-semitism_presentation_february_2012.pdf.
20. www.bmi.bund.de/SharedDocs/downloads/DE/publikationen/2017/expertenbericht-antisemitismus-in-deutschland.pdf?__blob=publicationFile.
21. <http://global100.adl.org/#map/2015update>.
22. www.pewresearch.org/fact-tank/2016/07/19/5-facts-about-the-muslim-population-in-europe/.
23. Le calcul intègre les Musulmans, l'extrême-gauche et l'extrême-droite. S'il y avait dans ces groupes le même niveau d'antisémitisme que l'ensemble de la population, le pourcentage des personnes ayant « de multiples idées intensément antisémites passerait de 3,6 % à 3,0 % », page 6.
24. www.pearsinstitute.bbk.ac.uk/assets/Uploads/PDFs/Integration-Disadvantage-and-ExtremismMay2014FINAL.pdf.
25. G. Jikeli, *Attitudes of Refugees from Syria and Iraq towards Integration, Identity Jews and the Shoah: Research Report*, American Jewish Committee Berlin, Lawrence et Lee Ramer Institute for German-Jewish Relations (Berlin, 2017).

Annexes

L'équipe de recherche

Enquêteur principal

Pr David Feldman, Pears Institute for the study of Antisemitism, Birkbeck, University of London

Manager du projet

Dr Jan Davison, Pears Institute for the study of Antisemitism, Birkbeck, University of London

Partenaires

Belgique

Pr Marco Martiniello et **Dr Muriel Sacco**

Centre d'Études de l'Ethnicité et des Migrations, Université de Liège

France

Pr Nonna Mayer et **Ms Elodie Druez**

Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po, Paris/Centre national de la recherche scientifique

Pays-Bas

Pr Leo Lucassen et **Dr Annemarike Stremmelaar**

Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam and Universiteit van Leiden

Allemagne

Pr Stefanie Schüler Springorum et **Dr Mathias Berek**

Zentrum für Antisemitismusforschung, Technische Universität Berlin

Royaume-Uni

Dr Ben Gidley (avec le concours de **Dr Jan Davison**,

Dr Rachel Humphris et **Ms leisha James**)

Birkbeck, University of London

Biographies

Mathias Berek est Chargé de cours à la Technische Universität Berlin.

Son doctorat, passé à Universität Leipzig en 2008, consistait en un travail théorique sur la mémoire collective et la construction sociale de la réalité. Il a animé un projet de recherche sur le philosophe juif-allemand Moritz Lazarus à l'Institut d'étude de la culture de l'Universität Leipzig et à l' Minerva Institute for German History, Tel Aviv University (Institut Minerva d'histoire allemande de l'Université de Tel Aviv). Il a également été assistant de recherche au Gedenkstätte für Zwangsarbeit Leipzig (Centre d'étude du travail forcé du Mémorial de Leipzig), à l'Université et au Zentrum für Antisemitismusforschung (Centre de recherches sur l'antisémitisme) de la Technische Universität Berlin.

Jan Davison est Manager et Directrice de la communication du Pears Institute for the study of Antisemitism, Birkbeck, University of London. Elle est titulaire d'un doctorat consacré à la prise de décision inter-organisations et effectue des missions de conseil stratégique auprès de nombreuses organisations du secteur privé et du secteur public, notamment d'administrations publiques et de collectivités locales.

Elodie Druetz est doctorante en Science politique et sociologie, sous la direction de Florence Haegel et Patrick Simon, au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po et à l'Institut national d'études démographiques. La thèse qu'elle prépare actuellement a pour thème le vécu de la racialisation et le rapport au politique des diplômé.e.s d'origine africaine en France et au Royaume-Uni.

David Feldman est Directeur du Pears Institute for the study of Antisemitism et Professeur d'histoire à Birkbeck, University of London. Ses recherches ont porté sur l'histoire des minorités, en particulier les Juifs et les immigrés, et de leur place dans la société britannique. Il est l'auteur de plusieurs rapports publics pour le Royaume-Uni, parmi lesquels *Integration, Disadvantage and Extremism* (2014) et *Sub-Report on Antisemitism for the Parliamentary Committee Against Antisemitism* (2015). Il est membre du Groupe d'experts sur les politiques d'éducation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et dispense des conseils sur l'initiative de l'OSCE « De la parole aux actes pour lutter contre l'antisémitisme ».

Ben Gidley est Maître de conférences à la School of Social Sciences, History and Philosophy à Birkbeck, University of London. Il était préalablement Professeur associé au Centre on Migration, Policy and Society (COMPAS), University of Oxford, Il est l'auteur de nombreuses recherches et articles sur les migrations, la diversité et l'intégration. Son dernier ouvrage, coédité avec James Renton, s'intitule *Antisemitism and Islamophobia in Europe : A Shared Story?* (2017).

Rachel Humphris est Chargée de cours au Department of Social Policy, Sociology and Criminology, University of Birmingham et post-doctorante au Centre on Migration, Policy and Society (COMPAS), University of Oxford. Ses recherches ont porté sur les migrants roms et sur les migrations au sens large.

leisha James est doctorante au Department of Psychosocial Studies à Birkbeck, University of London. Elle termine actuellement une maîtrise de recherche en études sociales et psychosociales. Sous la direction de Ben Gidley et Brendan McGeever à Birkbeck, sa thèse de doctorat examinera les négociations discursives et performatives du statut de Blanc au sein de groupes intergénérationnels de femmes migrantes d'origine italienne dans le Londres d'après le Brexit.

Leo Lucassen est Directeur de la recherche à l'Internationale Instituut voor Sociale Geschiedenis (Institut international d'histoire sociale) d'Amsterdam et Professeur d'histoire du travail et des migrations dans le monde à l'Universiteit van Leiden. Il a à son actif une abondante bibliographie sur l'histoire des migrations, de l'intégration, du racisme et de l'ingénierie sociale, avec plus de 245 publications dans des revues savantes, dont 11 monographies et 16 volumes dont il a assuré la direction.

Marco Martiniello est Directeur de la recherche au Fonds national de la recherche scientifique de Belgique. Il est Directeur du Centre d'Études de l'Ethnicité et des Migrations de l'Université de Liège, où il est également vice-doyen pour la recherche à la Faculté des sciences sociales. Il a signé, dirigé et codirigé la publication d'un grand nombre d'articles, de chapitres, de rapports et d'ouvrages sur les migrations, l'ethnicité, le racisme, le multiculturalisme et la citoyenneté.

Nonna Mayer est Directrice de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique, au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po, Paris. Ses travaux portent sur les attitudes et les comportements politiques, l'extrême-droite, le racisme et l'antisémitisme. Depuis 2000, elle fait partie de l'équipe de coordination du Baromètre sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie de la Commission nationale consultative pour les droits de l'homme (CNCDH) et de son analyse pour le rapport annuel du CNCDH. En 2016, elle a été nommée à la CNCDH et au Conseil scientifique de la délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT.

Muriel Sacco est membre du Département de science politique et d'administration publique à l'Université Libre de Bruxelles (ULB). Elle est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et sociale de l'ULB. Ses thèmes de recherche concernent les politiques d'intégration, de la jeunesse, la gouvernance à Bruxelles et la sociologie des migrations.

Stefanie Schüler-Springorum est Directrice du Zentrum für Antisemitismusforschung (Centre de recherches sur l'antisémitisme) de Technische Universität Berlin. Elle est membre du Groupe de travail scientifique de l'Institut Leo Baeck Institute depuis 1996 et le préside depuis 2009. Elle représente Technische Universität Berlin au sein du Conseil exécutif du Selma Stern Zentrum für Jüdische Studien de Berlin-Brandenburg. Elle est l'auteur de nombreuses publications sur l'histoire de l'Allemagne et des Juifs-allemands aux 19^e et 20^e siècles.

Annemarike Stremmelaar est historienne spécialisée en histoire de la Turquie, du Moyen-Orient, et des Musulmans aux Pays-Bas. Elle travaille comme chargée de cours, chercheuse et directrice de publication à l'Universiteit van Leiden, Radboud Universiteit (Nijmegen), à l'International Institute for the Study of Islam in the Modern World (Institut international sur l'Islam dans le monde moderne) (Leyde) et à l'NIOD, Instituut voor oorlogs - holocaust - en genocidestudies (Institut d'études sur la guerre, la Shoah et le génocide) d'Amsterdam. L'antisémitisme, la discrimination, la mémoire de la Shoah et du génocide figurent parmi ses thèmes de travail.

evz FOUNDATION
REMEMBRANCE
RESPONSIBILITY
FUTURE

PEARS INSTITUTE
FOR THE STUDY OF
ANTISEMITISM

